

Docteur Sylvain GOURNAY
27 Boulevard Daunou
62200 BOULOGNE SUR MER

Objet : Décision du Bureau du Comité Régional de Gestion du FAQSV
Référence du dossier : 31.04.039

Le 15 avril 2005

Docteur,

Vous nous avez transmis une demande de financement dans le cadre du Fonds d'Aide à la Qualité des Soins de Ville.

Le Bureau du Comité Régional de Gestion du FAQSV a examiné votre dossier, le 31 mars 2005.

J'ai le plaisir de vous annoncer qu'il a été décidé d'attribuer une aide financière maximale de 62 850 euros au projet dont les conditions sont précisées dans la convention jointe ci-après.

Cette convention doit être signée entre le porteur de projet et le Président du Comité Régional de Gestion du FAQSV.

Afin de pouvoir procéder au premier versement, je vous serais reconnaissant de bien vouloir nous renvoyer les 3 exemplaires ci-joints, paraphés en bas de chaque page et signés, accompagnés des pièces suivantes :

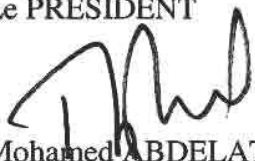
- Les statuts de l'association,
- La publication au Journal Officiel,
- L'original d'un Relevé d'Identité Bancaire,
- Les membres du Conseil d'administration.

Pour tout renseignement relatif à la convention ou toute demande d'information complémentaire, vous pouvez vous rapprocher de :

- Sylvain LEQUEUX : 03.20.05.79.86
Instruction des dossiers FAQSV
- Thérèse-Françoise DEMARQUETTE : 03.20.05.79.03
Suivi des conventions et des versements

Je vous prie d'agréer, Docteur, l'expression de mes sincères salutations.

Le PRESIDENT



Mohamed ABDELATIF

Convention

N° 31.04.039

Entre le **Bureau du Comité Régional de Gestion du Fonds d'Aide à la Qualité des Soins de Ville du Nord Pas de Calais**, placé au sein de l'**Union Régionale des Caisses d'Assurance Maladie du Nord-Pas-de-Calais** située 11 allée Vauban, à Villeneuve d'Ascq.

Représenté par son Président, Mohamed ABDELATIF

D'une part,

Et le promoteur : l'**association SAMBA « Service d'Assistance Médicale pour Boulogne et son Agglomération »**

N° SIREN : _____

Ayant son siège à : 191 route de Saint Omer
62280 Saint Martin Boulogne

Représenté par son Président, le Docteur Sylvain GOURNAY

D'autre part,

ci-dessous désignés sous le terme « les parties signataires »

PREAMBULE

Vu la dotation de la Caisse Nationale de l'Assurance Maladie des Travailleurs Salariés au titre du Fonds d'Aide à la Qualité des Soins de Ville (FAQSV) notifiée le 1^{er} février 2005,
Vu la décision exécutoire du Bureau du Comité Régional de Gestion du F.A.Q.S.V. en date du 31 mars 2005,

Il a été convenu ce qui suit :

Le projet, objet de la demande d'aide financière, s'inscrit dans l'objectif d'amélioration de la qualité des soins de ville conformément à la loi n°98-1194 du 23 décembre 1998 (article 25) et aux dispositions prévues dans le décret n°99-940 du 12 novembre 1999.

Article 1 : PRESENTATION DU PROJET FINANCE

L'association SAMBA a créé une Maison Médicale de Garde au sein du Centre Hospitalier de Boulogne sur Mer, à proximité du Service des Urgences avec lequel elle est coordonnée. Son accès est régulé par le CRRAL.

Elle concerne les populations des secteurs de Boulogne, St Martin, Outreau, Le Portel, Equihen, Wimille, Wimereux, la Capelle.

Article 2 : MONTANT DE L'AIDE

L'aide financière accordée au promoteur est évaluée à un maximum de 62 850 € (soixante deux mille huit cent cinquante euros) conformément au montant accordé par le bureau au titre de l'exercice 2005. Les versements correspondant à cette somme pourront être effectués dans le courant de l'année 2006.

Eu égard au caractère pluriannuel du projet financé, les montants prévisionnels demandés au titre des exercices ultérieurs seront examinés chaque année par le Bureau du Comité Régional de Gestion du F.A.Q.S.V. sur la base d'une nouvelle demande formulée par le promoteur.

Article 3 : DESCRIPTION DES PRESTATIONS FINANCEES

L'aide attribuée au titre du Fonds d'Aide à la Qualité des Soins de Ville a pour objet la couverture des dépenses engagées par le promoteur, au titre de

- Investissement mobilier, informatique, surveillance, fournitures médicales
- Services externes (maintenance informatique et assurance)
- Travaux d'étude et indemnisation aux réunions
- Frais de fonctionnement
- Frais de personnel lié au projet

A titre prévisionnel, le budget correspondant aux actions financées est présenté en annexe.

Article 4 : MODALITES DE VERSEMENT

L'aide accordée dans le cadre de la présente convention est versée par l'Union Régionale des Caisses d'Assurance Maladie du Nord-Pas-de-Calais selon les modalités suivantes :

- versement d'un acompte à la signature de la présente convention égal à 50 % du montant total prévu à l'article 2,

soit 31 400 €
(trente un mille quatre cents euros)

Le règlement du solde est arrêté en fonction des dépenses réellement engagées et l'établissement d'un état des dépenses engagées et si besoin l'établissement d'un état de dépenses prévisionnelles réactualisé.

- versement du solde (d'un montant maximum égal à 50 % du montant total accordé) à la livraison de l'équipement ou à l'exécution du service d'étape conformément aux articles 6 et 7 de la présente convention.

soit 31 450 €
(trente un mille quatre cent cinquante euros)

Les fonds sont versés sur le compte bancaire : _____ (R.I.B. ou R.I.P. à joindre)

ouvert au nom de l'association SAMBA

Article 5 : GARANTIES EXIGÉES

Le promoteur s'engage à utiliser la subvention conformément à son objet et dans le respect des règles de droit (droit de la concurrence, droit du travail,...), étant entendu que la responsabilité de l'organisme financeur ne saurait être recherchée en cas de mise en cause par un tiers.

Le promoteur s'engage

- à tenir une comptabilité conformément aux règles et usages en matière, avec l'assistance d'un expert comptable,
- à fournir la copie des contrats passés avec les prestataires visés à l'article 1 de la présente convention,
- à justifier à première demande du bureau du comité régional de gestion du FAQSV de tout document, pièce ou information relative tant au projet financé qu'aux dépenses engagées. Il transmettra notamment :
 - s'agissant des frais de personnel salarié prévus dans le dossier de demande, la preuve de l'embauche de ce personnel par le promoteur (fiche de paye, ...) ;
 - s'agissant des achats de prestations ou d'équipements, une copie de la ou des factures correspondantes acquittées et revêtues de la date et du mode de règlement ;
 - s'agissant des frais courants de gestion, un état des dépenses réellement engagées et certifiées.
 - s'agissant des frais d'indemnisation de professionnels de santé libéraux, le nombre de professionnels présents à chaque réunion, le nombre et la date des réunions ainsi que les montants effectivement versés par le promoteur (le promoteur s'engage à tenir à disposition du bureau les feuilles d'émargements permettant d'attester la présence des professionnels de santé aux différentes réunions).
- A se tenir à jour de ses obligations et/ou cotisations sociales, fiscales et parafiscales,
- A respecter les obligations et modalités prévues pour les versements successifs, l'établissement des rapports d'étape et l'évaluation finale.

Le respect de ces engagements est considéré par le comité régional de gestion du FAQSV comme une condition substantielle de l'octroi de l'aide attribuée.

Le bénéficiaire, afin de faciliter le contrôle de la réalisation du projet, s'engage à faciliter l'accès des services habilités de l'URCAM, à tout document administratif ou comptable relatif au projet financé.

Enfin, il autorise l'URCAM à mettre en ligne sur son site internet des informations non confidentielles concernant les membres et l'activité de sa structure. Le bénéficiaire dispose d'un droit d'accès, de modification, de rectification et de suppression des données qui le concernent (article 34 de la loi Informatique et Liberté). Pour l'exercer, il s'adresse au Directeur de l'URCAM du Nord Pas de Calais.

Article 6 : MODALITES DE SUIVI ET D'EVALUATION

Un rapport d'évaluation annuel est transmis au Bureau du Comité Régional de Gestion du F.A.Q.S.V. un an après la date d'attribution de l'aide, soit avant le 15/04/2006 conformément à l'article 1^{er} alinéa 4 du décret n°99-940 du 12 novembre 1999.

Ce rapport comprendra notamment les éléments suivants :

- Nature et volume de l'activité médicale de la maison médicale de garde et mise en regard avec l'évolution du nombre de visites réalisées par le médecin d'astreinte et du nombre de consultations effectuées au service des urgences hospitalières,
- Nombre d'appels téléphoniques reçus (distinguer avis médical et consultation et les appels provenant du centre de régulation)
- Coordination avec le centre 15 (procédures de traitement des appels, et nombre d'appels en provenance et en direction du centre 15...)
- Recours à un plateau technique externe à la maison médicale de garde (laboratoire, radiologie, établissements de santé)
- Mobilisation des transporteurs privés (nombre de sorties, coût)
- Coûts de fonctionnement de la structure par grands postes.
- Relation inter professionnelles au sein de la maison médicale de garde.
- Profil de la clientèle (âge, sexe, catégorie socio-professionnelle, lieu de résidence...)
- Relations avec les médecins traitants.
- Devenir des patients (parcours, satisfaction de l'utilisateur...).
- Formalisation des partenariats.

Un rapport d'étape devra être transmis à l'URCAM avant le 15/10/2005. Il présentera l'état d'avancement des travaux ainsi qu'un état de consommation des crédits octroyés au titre du F.A.Q.S.V., signé du président et du trésorier de l'association.

Lorsque le promoteur est un regroupement ou une association juridiquement constitué, le Bureau du Comité Régional de Gestion du F.A.Q.S.V. est également destinataire du rapport retraçant l'ensemble de l'activité de l'organisme ainsi que des documents comptables (un compte de résultats annuel avant le 1^{er} mars de l'année suivante et, le cas échéant, un compte de résultats propre à chaque action).

Par ailleurs l'association SAMBA s'engage à permettre une évaluation réalisée par une société externe, choisie par le Bureau du Comité Régional de Gestion du FAQSV, dans le cadre d'une évaluation globale de l'organisation de la permanence des soins dans la région Nord- Pas-de-Calais

Article 7 : DISPOSITIONS CONCERNANT LES SYSTEMES D'INFORMATION

Dans le cas d'un projet incluant un système informatisé d'échange ou de collecte de données, le promoteur transmettra au Bureau du Comité Régional de Gestion du Fonds l'état de ses démarches vis à vis de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés. Le cas échéant, un refus

R E G I O N N O R D - P A S D E C A L A I S

d'autorisation de la CNIL entraînera l'annulation de la demande et le remboursement de tout ou partie de l'aide par le promoteur.

Le promoteur s'engage à ne pas effectuer les traitements avant l'expiration du délai de 2 mois à compter du récépissé de la déclaration auprès de la CNIL, et s'engage à fournir les observations fournies par la CNIL au secrétariat du FAQSV dans ce délai.

Le promoteur s'engage en outre à faire figurer au contrat avec le prestataire chargé de la mise en place du système informatisé, la clause suivante :

« l'association SAMBA demeure propriétaire de la base de données constituée. La diffusion à l'extérieur de résultats partiels ou globaux issus de cette base ne saurait être effectuée par le prestataire sans un accord formel de l'association SAMBA »

Le promoteur s'engage, par ailleurs, à communiquer au bureau sur sa demande les résultats issus de cette base de données.

Article 8 : DIFFUSION

Tous travaux ou publications relatifs à l'objet de l'action de la présente convention devront obligatoirement mentionner la participation financière du Fonds d'Aide à la Qualité des Soins de Ville du Nord Pas de Calais au projet.

Article 9 : NON-RESPECT DES ENGAGEMENTS DU BENEFICIAIRE

1. Suspension – résiliation

En cas de non-respect d'une seule des obligations prévues à l'article « modalités de versement et d'utilisation des fonds », le bureau pourra suspendre tout versement.

A compter de la notification de la suspension, le bénéficiaire disposera d'un délai de trente jours pour régularisation.

A défaut de régularisation dans le délai imparti, le bureau aura la faculté de se prononcer sur la suspension ou l'annulation de la présente convention, par lettre recommandée avec accusé de réception des sommes versées et non régulièrement justifiées.

Conformément à l'article 5, il sera procédé à un contrôle de l'ensemble des pièces comptables, juridiques et administratives ainsi qu'à un bilan des travaux réalisés de manière à déterminer la réalité de l'utilisation de l'aide attribuée et, le cas échéant, le montant des sommes trop versées.

2. Résolution

En cas de non-respect par l'une ou l'autre des parties de ses engagements et plus particulièrement de ceux visés à l'article « engagements des parties », la résolution de plein droit, totale ou partielle, de la présente convention, pourra être prononcée un mois après une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception demeurée infructueuse, sans préjudice des éventuels dommages et intérêts qui pourraient être réclamés.

Article 10 : LITIGES

En cas de contestation sur les conditions d'exécution de la présente convention, et à défaut d'accord amiable entre les parties signataires, le litige sera porté devant la juridiction compétente. Le Bureau du Comité Régional de Gestion du F.A.Q.S.V. pourra subroger l'U.R.C.A.M. du Nord-Pas-de-Calais dans ses droits et actions auprès de la juridiction compétente.

Article 11 : MODIFICATION DES CLAUSES CONVENTIONNELLES

Le promoteur s'engage à signaler sans délai aux services de l'URCAM toute modification concernant les statuts de l'association SAMBA ou les personnes habilitées à gérer l'aide versée par le FAQSV à l'Association.

Article 12 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention engage les parties dès sa signature pour une période de 12 mois. Cette durée pourra être prolongée par avenant.

Fait en 3 exemplaires, dont un remis à chacune des parties
à Villeneuve d'Ascq, le 15 avril 2005

Mohamed ABDELATIF
Président du Comité Régional de Gestion
du FAQSV

Docteur Sylvain GOURNAY
Président de l'association SAMBA

BUDGET PREVISIONNEL

du 1^{er} avril au 31 décembre 2005

MMG Boulogne	Dépenses prévisionnelles
Fonctionnement	
60. Achats	
- Fournitures de bureau	1 000
- Fournitures médicales	4 500
61. Services externes	
- Maintenance informatique	1 000
- Travaux d'entretien et de réparation	
- Etudes et recherche (frais d'études et d'enquêtes présenté dans le dossier)	2 400
- Assurances	800
62. Autres services externes	
- Indemnisation des professionnels de santé	4 800
- Commissaire aux comptes	5 000
- Frais postaux et téléphone internet	2 500
63. Impôts et taxes	
64. Frais de personnel	
- Secrétaire 25h par semaine (mai à décembre 2005)	16 450
- Personnel d'entretien (remboursement CH Boulogne/Mer)	13 000
Sous-total fonctionnement	51 450
Dépenses d'investissement	
- Informatique	3 000
- Mobilier	2 500
- Matériel médical	2 500
- Logiciel médical	2 000
- Téléphone	200
- Matériel sécurisation des locaux	1 200
Sous-total investissement	11 400
TOTAL	62 850

Barème d'indemnisation
des professionnels de santé libéraux
pour leur participation aux activités des réseaux de santé

Réunion : groupe de travail, comité de pilotage, de coordination, concertation pluridisciplinaire

Médecins	:	80 €	(4 C / réunion)
Sages-femmes	:	60 €	(4 C / réunion)
Paramédicaux	:	55 €	

L'indemnité sera appréciée par le responsable du projet en fonction de la présence effective du professionnel de santé. Le forfait d'indemnisation des réunions est évalué sur la base d'une durée moyenne de 2 heures, 2H30.

Demi-journée de travail :

Médecins	:	120 €	(6 C / réunion)
Sages-femmes	:	90 €	(6 C / réunion)
Paramédicaux	:	82 €	

Journée de formation :

Médecins	:	300 €	(15 C / réunion)
Sages-femmes	:	225 €	(15 C / réunion)
Paramédicaux	:	200 €	